

L'opinion, maladie infantile ou sénile de la démocratie ?

ΑΟΧΕΙΟ
Αντιπροσωπία

Régis Debray, Jacques Julliard

Le premier est écrivain, directeur de la revue « Médium » ; le second est historien et journaliste

L'Institut Pierre-Mendès-France a organisé, jeudi 29 mai, un débat sur la démocratie d'opinion dont nous publions les principaux extraits : s'agit-il du stade moderne de développement de la vie politique ou d'une forme de dégénérescence inquiétante pour la République ?

Jacques Julliard : Le constat que j'ai voulu dresser dans *La Reine du monde* (Flammarion, 128 p., 12 euros) est que nous assistons à une modification très profonde de la nature de la démocratie. La nouveauté de l'institution du suffrage universel, en 1848 puis avec la III^e République, était entièrement fondée sur le système de la représentation. Tout se passe aujourd'hui comme si la notion de volonté générale se traduisait de deux manières concurrentes : d'une part les élections et la désignation de représentants au suffrage universel, d'autre part le poids croissant de l'opinion. Il a toujours existé des phénomènes d'opinion dans les systèmes politiques. Le fait nouveau, c'est le caractère permanent de cette pression de l'opinion et surtout qu'elle ait les moyens de se faire entendre.

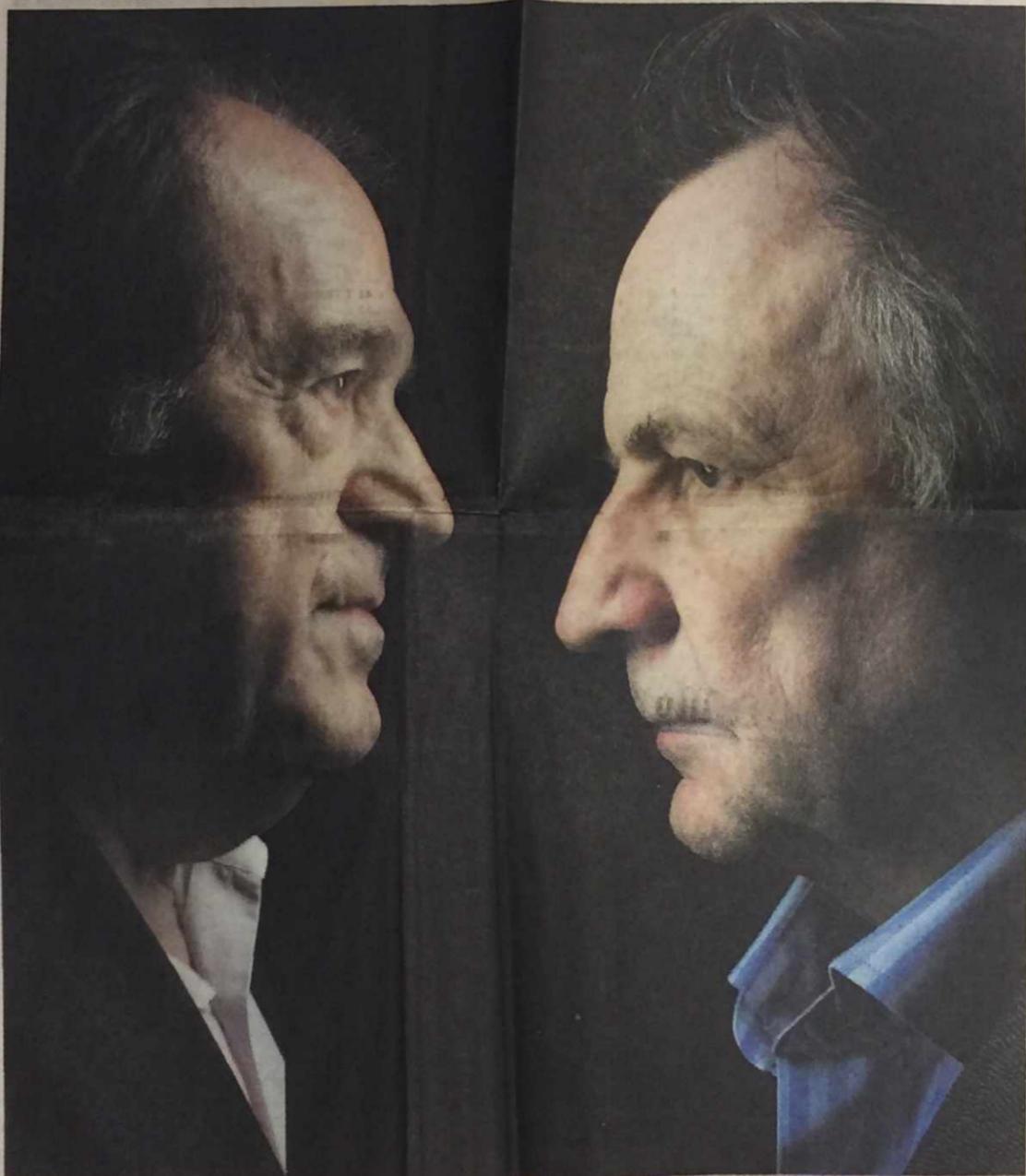
Les conséquences en sont spectaculaires. L'opinion l'emporte sur la classe politique, comme on l'a vu lors du référendum européen du 29 mai 2005. Elle l'emporte de plus en plus souvent sur le Parlement ; les sondages ne sont plus seulement un instrument de mesure, ils sont des faits politiques en soi, comme le vote, et chaque fois qu'un homme politique a à choisir entre son mandat électoral et le jugement des sondages, il choisit presque toujours le second. Plus grave du point de vue de la démocratie, l'opinion a la possibilité d'empêcher la loi et de l'emporter sur la légalité républicaine, comme cela a été le cas pour le contrat première embauche (CPE) en 2006. Les élections elles-mêmes sont touchées par ce phénomène, puisque les primaires chargées de désigner les candidats commencent à y occuper une place de plus en plus importante.

En France au moins, la démocratie représentative a été conçue dès l'origine comme un rempart contre le suffrage universel : une fois que les citoyens ont désigné leurs représentants, leur devoir est de se taire. C'est ce qu'ils n'acceptent plus.

Régis Debray : L'expression « démocratie d'opinion » est sympathique : il est difficile d'être contre la démocratie ; quant à l'opinion chacun a la sienne. Il en va autrement si l'on parle de République de la rumeur et du look, ou de système politico-sondageur. Prenons l'exemple des sondages. Sont-ils des experts ? Non. En réalité, ils sont devenus des oracles et même des arbitres : au lieu d'ouvrir un débat, ils le referment et disent le mot de la fin, comme si, au-delà du chiffre, il n'y avait plus besoin de discuter.

Or la démocratie, ce n'est pas la dictature de la popularité. Aujourd'hui, ne devient légitime que ce qui est populaire et ça fonctionne en boucle. Qui commande les sondages ? Les médias. Qui les commente ? Encore les médias. Et qui se détermine par rapport à eux ? Nos supposés dirigeants. Quant aux militants, ils votent pour telle candidate parce qu'elle est la première dans les sondages. Bref, la politique se dissout dans la sociologie ; elle n'est plus un choix de société plus ou moins éclairé, à la suite d'un débat contradictoire et d'une délibération.

Mais Jacques Julliard a raison sur un point essentiel. La démocratie a l'âge de ses supports techniques : elle apparaît dans une société où il y a des chemins de fer, des journaux et des partis autour des journaux. C'est en quelque sorte l'âge du plomb de la démocratie. Nous sommes entrés dans l'âge de l'électron. Après la République de l'imprimé (l'élection + l'éducation + la presse), nous sommes passés, avec la V^e République, à la démocra-



Jacques Julliard et Régis Debray. BRUNO LEVY POUR LE MONDE

cratie télévisuelle, ce médium bonapartiste qui fonctionne au gros plan et impose le règne du « moi je ». Avec Internet, nous assistons à l'apparition d'une opinion tout à fait insolite, réticulaire et disséminée, qui ne répond plus à un système hiérarchique et centralisé.

C'est la règle, chaque époque court-circuite les médiums précédents. On l'a vu avec l'imprimerie qui a mis la Bible à portée de tout le monde et provoqué le déclassement du clergé. Avec l'Internet, ce n'est pas « Tous prêtres ! », mais « Tous journalistes ! », et un déclassement similaire des directeurs d'opinion, cette confrérie qui se trouve dépossédée du monopole de la représentation de l'opinion. A l'horizon, c'est la fin des journaux. Donc la fin de l'intellectuel, puisqu'il est un penseur qui fait du journalisme.

La déstabilisation est considérable. Est-ce une libération ? Je n'en suis pas sûr du tout. Car ce système est en train d'engendrer une démocratie plébiscitaire, assouplie par l'image et quotidiennement par les sondages. Cette contraction des temps, ce repli des chronologies sur l'instant présent, cette dictature de l'émotif et de l'impression me semblent très dangereux.

Aujourd'hui, ne devient légitime que ce qui est populaire et ça fonctionne en boucle

Jacques Julliard : Risque de dérive plébiscitaire ? Je suis moins pessimiste que ne l'est Régis Debray dans son essai récent *L'Obscénité démocratique* (Flammarion, 86 p., 12 euros). Il ne faut pas être trop pessimiste. L'opinion n'est pas toujours aussi bête qu'elle en a l'air. Il arrive qu'elle ait le sens de l'intérêt général davantage que la classe politique elle-même, enfermée dans ses divisions. Par ailleurs, il y a une auto-éducation de l'opinion, comme il y a eu historiquement une auto-éducation du suffrage universel. C'est vrai que l'opinion a quel-

que chose d'émotif, de versatile et de mal informé. Mais ce sont exactement les trois critiques qu'on faisait au XIX^e siècle au suffrage universel, dont les adversaires pensaient qu'il allait nous mener à des désordres profonds. Or c'est bien le suffrage universel qui a été le principal rempart, en France, contre toutes les formes d'extrémisme, de droite ou de gauche. Ce qui est conforme à l'analyse très lucide de Tocqueville de retour d'Amérique : pour lui, l'opinion ne conduit ni à la division ni à l'extrémisation de la société, mais à une opinion moyenne, massive et gélatineuse.

Quant à la crainte que l'opinion soit manipulée, elle renvoie un peu à la critique de Pierre Bourdieu et à son fameux « *L'opinion publique n'existe pas* ». C'est exact. L'opinion publique est un artefact. Est-elle pour autant détestable ? Non. Car la démocratie elle-même et ses grands concepts (le peuple, le suffrage universel, etc.) sont des artefacts. On peut donc dire que l'opinion publique n'existe pas. Mais on ne peut pas dire qu'elle n'a aucune influence. C'est la meilleure démonstration de son existence !

Régis Debray : Jacques Julliard insiste sur ce nouveau sourire de la démocratie.

J'y vois plutôt une nouvelle grimace. Lorsque vous avez un éclatement de la scène publique, une fragmentation des audiences, un morcellement de l'opinion, et que vous y ajoutez une formidable poussée centrifuge de type corporatiste, régional ou confessionnel, avez-vous encore un corps de citoyens capables de se rassembler autour d'un même spectacle ?

Cette dictature médiatico-sondageuse transforme le gouvernement en gestionnaire au jour le jour, tendant vers les désirs supposés de l'opinion, pour les anticiper ou les prévenir. On assiste ainsi, par exemple, à la naissance d'une diplomatie où l'on s'émeut instantanément de tout (le Darfour, Ingrid Betancourt, le Tibet, etc.) pour mieux s'occuper durablement de rien, où l'on saute d'une image à l'autre sans mémoire et sans dessin. Cela augure mal de la République, voire de la démocratie.

Jacques Julliard : La démocratie d'opinion conduit-elle à la fin de la politique ? Peut-être. J'ai tendance à penser que la démocratie directe, quelle qu'en soit la forme, marque la fin de ce que nous appelons traditionnellement la politique, c'est-à-dire une activité séparée, fondée sur le clivage entre représentants et représentés. Une certaine vision universaliste de la politique est en train de mourir sous nos yeux. Il faut en prendre conscience pour empêcher que cette disparition n'aboutisse au déclin de ce qui est consubstantiel de la démocratie – et que la démocratie d'opinion ne garantisse pas : la protection des libertés.

Régis Debray : Dans la hiérarchie philosophique, l'opinion est le degré le plus bas du savoir, quelque chose comme le préjugé, un état mental qui porte à donner son assentiment à une certaine représentation. Elle est tout le contraire de la conviction, qui n'est pas une question d'assentiment, mais d'existence. On ne meurt pas pour une opinion, on peut mourir pour une conviction. C'est bien le problème : l'opinion ne se bat pas à armes égales contre la conviction. Est-ce qu'une démocratie d'opinion tient le coup devant des mouvements religieux, qui sont des mouvements mondiaux ? Je ne le crois pas, c'est le pot de terre contre le pot de fer. C'est dans le domaine international que l'opinion délire complètement : nous n'avons plus aucune idée de ce qu'est le monde extérieur parce que, précisément, l'opinion règne.

Jacques Julliard : Je suis en désaccord sur l'opposition faite par Régis Debray entre opinion et conviction. L'opinion, c'est la liberté et, de ce point de vue, je ne vois pas de différence entre démocratie représentative et démocratie d'opinion, fondées sur le pluralisme et le débat ouvert. Cela constitue effectivement un handicap pour ces démocraties, appelons-les libérales, puisqu'elles doivent prendre le temps de débattre et de convaincre. Mais c'est essentiel.

Régis Debray : J'en reviens à ma conviction : a rang de citoyen celui qui n'obéit pas à la consigne ; a rang d'homme d'Etat celui qui n'obéit pas à l'opinion. Même si, en démocratie effectivement, ce n'est pas simple. ■

Ce débat a été animé par Emmanuel Laurentin (France Culture). L'intégralité du débat peut être consultée sur le site de l'Institut Pierre-Mendès-France : ipmf@collège-de-france.fr